

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché A Procédure Adaptée

ACHAT COPIEURS MULTIFONCTIONS + MAINTENANCE

ACHETEUR :

IFPRA (Institut de la Formation Professionnelle en Région Académique)
2, rue du Professeur Fleury
CS 90102
76137 MONT SAINT AIGNAN Cedex

SIRET 187 609 094 00029

Etablissement public administratif de l'Etat

Courriel : ifpra-aap@ac-normandie.fr

DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

Objet du marché – Lieux d'exécution

Le présent marché public a pour objet l'achat et la maintenance de 5 copieurs multifonctions :
3 copieurs seront situés à l'IFPRA Mont Saint Aignan et 2 copieurs seront situés dans les bureaux de l'IFPRA situés au Rectorat de Caen (voir précisions dans le CCTP).

Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti conformément à l'article R.2113-2 du Code de la Commande publique.
L'achat et la maintenance de ces équipements ne sauraient être dissociés.

Type de marché

La procédure est une procédure adaptée dite MAPA conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1 à R-2123-8 du code de la commande publique.

Durée du marché / délai d'exécution

La durée du marché concernant la maintenance est fixée pour une période de 1 an à compter de la notification d'attribution, renouvelable 3 fois, soit une durée maximum de 4 ans.
Il est à noter la possibilité de renouveler 2 fois 1 an le contrat de maintenance à l'issue du marché. Cette proposition de prolongation aura les mêmes conditions que le contrat initial.
Sauf dénonciation quatre mois minimum avant la date d'échéance de chaque période de renouvellement, il sera reconduit.

PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le Cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Les fiches techniques

PRIX - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Caractéristiques des prix pratiqués

L'achat des copieurs multifonctions et la maintenance seront facturés en euros par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement, ainsi que les frais de livraison et formation éventuellement, comme stipulé dans le BPU.

La maintenance sera facturée au réel, par trimestre échu, par un coût unitaire copie couleur et copie noir et blanc selon les relevés compteur.

Aucun coût supplémentaire ne sera facturé.

Modalités de variation des prix

Les prix indiqués au BPU sont réputés fermes et non révisibles pendant toute la durée du marché (4 ans). En cas de renouvellement du contrat de maintenance à l'issue du marché, les prix seront révisibles sur demande écrite préalable du titulaire, par application d'un index de référence publié sur le site internet de l'Insee. Le titulaire est dans l'obligation de faire parvenir sa proposition de révision de prix au pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la date anniversaire du marché. A ce titre, il joindra obligatoirement à sa proposition les éléments suivants :

- Les indices pris pour l'application de la formule de révision
- Le détail du calcul de la révision de prix
- La nouvelle annexe financière résultant de l'application de la formule de révision de prix.

Si ces conditions ne sont pas respectées, les anciens tarifs s'appliqueront.

Le pouvoir adjudicateur se prononce dans un délai de 1 mois suivant la réception de la proposition de révision de prix. Dans le silence de l'administration, la révision est réputée acceptée.

Modalités essentielles de financement et de paiement

La facture d'achat des copieurs devra être datée du jour de la livraison (ou postérieure) et devra être accompagnée du bon de livraison signé par un représentant de l'établissement récipiendaire.

Les factures seront adressées au nom de l'IFPRA à l'adresse indiquée en couverture.

Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

Structure : IFPRA Normandie

Identifiant (siret) : 187 609 094 00029

Code service : Serv-fin

N° Marché :

Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement sur Chorus pro (facture).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit à un versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir.

CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Le marché s'exécute au moyen de bons de commande des copieurs dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Stockage, emballages et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Toutes les livraisons seront réalisées franco de port, quelles que soient les difficultés de livraison.

Les livraisons auront lieu à l'IFPRA Normandie à Mont Saint Aignan et au Rectorat de Caen.

Pour la livraison de tous les matériels, le titulaire doit impérativement avant chaque livraison se rapprocher du service destinataire pour définir les modalités de livraison. Et le transporteur doit s'être assuré préalablement de l'heure d'ouverture du service à livrer.

La prestation comprend la mise à l'étage, l'installation, la mise en service et l'évacuation des emballages.

Le bon de livraison sera signé par l'agent destinataire de la livraison ou sa hiérarchie.

Délais de livraison / pénalités de retard :

Un délai de 20 jours ouvrables maximum à compter de l'envoi du bon de commande sera demandé au titulaire du marché pour la livraison et l'installation des copieurs, sauf précisions apportées sur le bon de commande par le pouvoir adjudicateur.

Au-delà de ces 20 jours, des pénalités de retard seront appliquées selon le code de la commande publique.

Le montant des pénalités est égal à valeur de base du bon de commande x nombre de jours de retard / 1000.

Le contrat de maintenance s'exécutera à partir de la date d'installation des copieurs.

Conseil – Mise en service - Formation

Le titulaire assurera une mission de conseil, mise en service et formation par site (Mont Saint Aignan et Caen).

Délais de réparation – Durée de prêt / pénalités de retard

Le titulaire devra être en mesure d'intervenir rapidement (moins de 24h) pour assurer une prestation de maintenance à la demande par mail ou par téléphone du pouvoir adjudicateur, ou par le copieur directement.

Les horaires d'intervention se situent entre 08h00 et 18h00 du lundi au vendredi hors vacances scolaires. Les horaires pendant les congés scolaires seront à apprécier avec le service adjudicateur.

*Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de retard dans l'exécution des prestations, **le titulaire subira une pénalité journalière de cent (100) euros HT**. Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.*

Durant le délai de garantie, en cas de délai de réparation supérieur à 5 jours ouvrés, le titulaire proposera une solution de prêt de matériel adapté suite à la réception d'un courriel de demande en ce sens émanant du pouvoir adjudicateur, afin de préserver la continuité du service.

La durée du prêt correspond à celle de la réparation.

Le coût du prêt sera couvert par la garantie.

En cas de nombre anormalement élevé de pannes, d'opérations d'entretien, et par conséquent d'interruptions de services, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander l'échange gratuit et immédiat de l'appareil, sans prolongation de la durée du marché.

Réparation hors maintenance

Dans le cas de réparation hors contrat de maintenance (mauvaise utilisation du matériel, malveillance, accident ou évènement naturel), un diagnostic sera établi avec des preuves caractérisant l'exclusion au contrat de maintenance. Un devis devra être transmis à l'acheteur avant toute réparation.

RESILIATION DU MARCHÉ

Conditions de résiliation du marché – Article L.2195-1 à L.2195-6

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-5 du Code de travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai de 1 mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur le matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISE - RSE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.